



Les ramifications sociales *du secteur alimentaire informel*



Problèmes de santé et d'hygiène pour les consommateurs

Différents participants à la conférence électronique sur le SAI organisée par la FAO et l'Université de Bologne en mai 2006 ont observé que le secteur n'avait pas apporté de réponses satisfaisantes aux nombreuses préoccupations concernant la santé et l'hygiène pour les producteurs et les consommateurs (par ex. OMS, 2001),² lors des différentes étapes allant de la production à la consommation. Dans le domaine de l'agriculture urbaine non réglementée, par exemple, les voies navigables au sein des villes sont souvent fortement polluées, entraînant la contamination des produits (Binns et Lynch, 1998: 782; FAO et OMS, 2004). Les aliments de mauvaise qualité et les maladies que cela peut provoquer peuvent avoir des conséquences négatives sur le commerce et le tourisme, les consommateurs perdant confiance dans la qualité des marchandises vendues. Pour les vendeurs, cela peut conduire à des pertes financières et même au chômage (FAO, 1998). Ces problèmes sont spécialement difficiles à gérer dans les pays où les activités informelles sont découragées et se font à l'insu des inspecteurs sanitaires.

Les risques de contamination bactériologique et chimique durant la transformation, le transport et la commercialisation des aliments peuvent être peu contrôlés dans le SAI dans certaines circonstances. Les marchés de gros et au détail possèdent souvent des structures inadéquates, en particulier au niveau du système de collecte des déchets et de la distribution d'eau. Le stockage constitue un autre problème. En effet, dans de nombreux pays, les vendeurs ne disposent ni d'électricité ni de chaîne de froid. Améliorer les infrastructures des marchés ne suffit pas à éliminer ces risques. Vu que les aliments sont souvent transformés au sein des foyers, des efforts doivent également être faits pour améliorer l'entretien des maisons notamment les sanitaires et l'accès à l'eau et l'électricité.

² Plusieurs participants à la conférence électronique ont souligné qu'il ne faut pas mettre en équation le SAI avec des aliments de mauvaise qualité: même les hôtels internationaux peuvent rencontrer des problèmes sanitaires et de transformation des aliments.

Les problèmes de santé et d'hygiène des aliments sont des questions primordiales lorsque les aliments vendus dans la rue représentent des quantités importantes pour les consommateurs urbains (FAO, 1997; Tinker, 2003). Dans une étude sur sept villes africaines et asiatiques, cependant, Tinker a constaté que les aliments préparés et vendus dans la rue ou sur les marchés étaient généralement sans s'ils étaient consommés rapidement après leur préparation. La contamination des aliments provient majoritairement du fait de mains et d'assiettes sales, ainsi que de la poussière (Tinker, 1987: 65). Des études en Amérique latine ont montré qu'il existait des risques sanitaires dans les conditions suivantes: aliments préparés sans utiliser l'eau potable; conditions minimales d'hygiène non respectées; aliments préparés de façon incorrecte, ingrédients sélectionnés sans soin et lorsque la pollution environnementale n'est pas prise en considération (FAO, 1996).

Pune, Inde

Etude de cas

Un projet réalisé par le CRDI sur les vendeurs de rue d'aliments informels dans la ville de Pune, en Inde, a révélé que les échantillons des produits collectés auprès de ces vendeurs d'aliments de rue étaient souvent souillés par une pollution bactériologique. Autre élément notable, l'étude a montré que les repas préparés par les femmes dans leur foyer pour être vendus dans la rue étaient de qualité supérieure à d'autres aliments vendus dans la rue. Le projet a donc recommandé de légitimer les activités de vente d'aliments dans la rue et invité les municipalités à fournir des emplacements pour la vente et des installations adaptées (pour le lavage, le stockage des produits de gros et de la préparation des aliments) afin de réduire la contamination possible des aliments due aux conditions non hygiéniques ou insalubres de travail. La recherche a permis d'élaborer un plan pour réglementer, assister et faciliter la vente des aliments dans la rue de la ville de Pune. Cela a aussi permis d'améliorer les conditions sanitaires et de travail des vendeurs d'aliments dans la rue et de développer la communication entre les vendeurs et les autorités (CRDI, 2002).

Les vendeurs peuvent aussi mal utiliser les additifs alimentaires et même utiliser des substances comportant des couleurs et des conservateurs illicites à des fins alimentaires, faisant encourir d'autres risques à la santé. Dans les pays de l'est asiatique où les SAI sont si étendus, les consommateurs sont bien conscients des problèmes d'hygiène liés à la vente des aliments. Les vendeurs doivent donc garantir un environnement respectant les normes d'hygiène s'ils veulent continuer à vendre leurs marchandises. Cela montre que l'éducation des consommateurs est un élément important pour créer des SAI sains.

Qui fait bouillir la marmite? Questions de genre

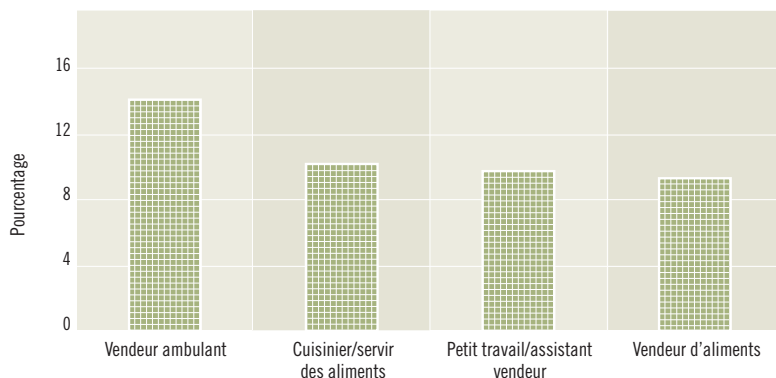
Il est bien connu que les femmes occupent davantage le secteur informel que les hommes pour toute une série de facteurs comprenant leurs plus grande responsabilité au niveau du foyer, leur niveau plus faible de formation ou de compétences du fait que celles-ci ne sont pas reconnues, des revenus du ménage en diminution, et parfois aussi simplement parce qu'elles souhaitent davantage d'autonomie et de flexibilité (Scott, 1994). En général, les femmes employées dans le secteur gagnent moins que les hommes et sont concentrées dans les niches de marché considérées comme « féminines », en particulier la production d'aliments et de services (FAO, 1995). Dans certains pays, cependant, elles gagnent davantage que les travailleurs du secteur formel tel que la construction ou la maçonnerie (Tinker, 1987: 59). En fait, certaines femmes peuvent vendre plus que leur mari. L'impact de la contribution des femmes aux moyens d'existence dans le secteur varie fortement au niveau local. Pour améliorer les conditions générales des femmes dans le SAI, il est important de reconnaître que leurs activités ne sont pas seulement temporaires et/ou complémentaires du travail de leur mari mais qu'au contraire, elles peuvent

être régulières voire permanentes (FAO, 1995). Le contexte culturel de la participation des femmes dans le SAI doit être considéré dans les relations plus larges de parentés, alliances et patronages (Kanté, 2002). Les femmes utilisent souvent leurs gains pour aider leur famille au lieu d'investir pour étendre leurs activités (Tinker, 1994) ou gagner en prestige social et pour la solidarité sociale. De plus, elles considèrent ce secteur plus flexible que l'emploi formel, et peuvent plus facilement associer un emploi générant des revenus avec d'autres responsabilités au sein du foyer comme le soin des enfants (Simon, 2003). Ces valeurs doivent être considérées dans les décisions politiques concernant le secteur du fait que les femmes ne sont pas nécessairement intéressées par l'extension de leurs activités ou ne cherchent pas forcément à abandonner ce secteur pour un emploi dans le secteur formel (Roubaud, 1994; Hansen et Vaa, 2004). Plus important, les femmes doivent trouver un moyen de s'affranchir grâce au secteur pour pouvoir mieux décider par elles-mêmes de leur vie.

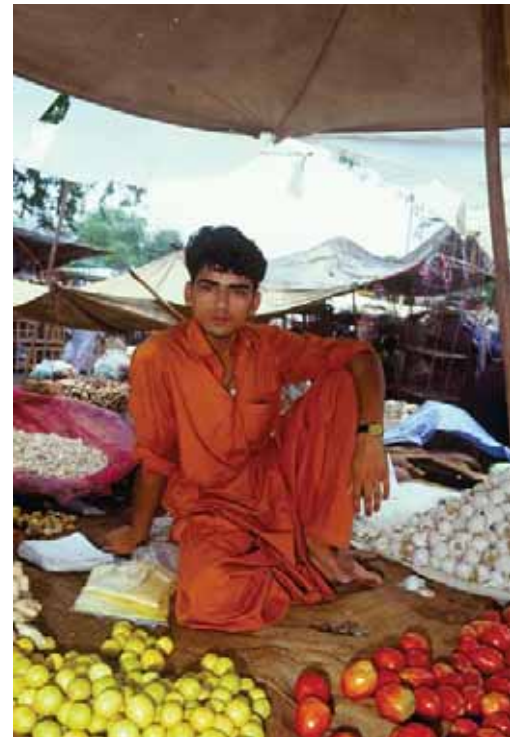
Qui contribue au secteur? Les enfants dans le secteur alimentaire informel

Le travail des enfants est illégal dans la majorité des pays, malgré tout, les enfants participent au SAI dans de multiples activités pouvant aller d'une exploitation absolue à un simple travail pour venir aider ses parents après l'école (Figure 3). Selon l'OIT, 246 millions d'enfants dans le monde travaillent avant tout dans le secteur informel, sans aucune protection juridique (OIT, 2005: 1). Les enfants qui préparent et vendent des aliments dans la rue des zones métropolitaines représentent un des principaux et des plus visibles groupes d'enfants qui travaillent (OIT, 2003b). Ils peuvent travailler dans leur famille ou dans d'autres entreprises informelles ou associations, ou être leur propre patron (OIT, 2003b: 1). Les enfants

Graphique 3 ~ Principaux types d'activités réalisées par les enfants de 5 à 17 ans, en Ouganda



Source: OIT, 2004





Compétition entre les secteurs alimentaires formels et informels

Durant la conférence électronique, certains participants ont fait remarquer que les supermarchés peuvent menacer la durabilité des marchés alimentaires informels. Dans les capitales africaines, par exemple, les supermarchés sont fréquentés par les classes moyennes et supérieures et offrent un environnement attractif pour faire ses achats, en fournissant un accès à certains produits internationaux et même parfois des divertissements. On ne sait donc pas si ces supermarchés vont constituer une menace pour les marchés informels et la production alimentaire locales ou si ces deux secteurs vont pouvoir cohabiter en attirant une clientèle différente. De nombreux consommateurs tanzaniens continuent à préférer les marchés traditionnels pour le simple fait qu'ils considèrent les aliments vendus en supermarché moins frais. De même, les marchés traditionnels continuent à prospérer même dans les pays asiatiques les plus riches du fait que de nombreux consommateurs pensent que les aliments sont de meilleure qualité et à des prix plus abordables. Ils préfèrent aussi acheter des aliments produits localement. Ce sujet mérite d'être approfondi.

aident souvent leurs parents chez eux alors que ceux qui vivent dans la rue travaillent pour survivre (ibid.). La scolarisation des enfants est souvent fortement gênée par la pauvreté et leur besoin de survie (Joshi, 1997: 35). Du fait que les enfants peuvent être impliqués dans de très nombreuses activités du SAI, ils doivent être pris en compte par la recherche et les politiques sur le secteur.

Les aliments vendus dans la rue sont-ils nutritifs?

Des préoccupations existent par rapport aux aliments vendus dans la rue du fait qu'ils peuvent contenir des quantités excessives de graisses saturées, des sucres et du sel qui contribuent à l'obésité et aux maladies qui y sont liées. Les aliments vendus dans la rue sont souvent préparés en utilisant les ingrédients les moins chers, entre autres des céréales plusieurs fois moulues

et des huiles comestibles hydrogénées. Souvent, pourtant, ces aliments vendus dans la rue offrent une opportunité d'améliorer la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires des populations qui disposent de faibles revenus. En 2005, une étude sur six niveaux scolaires de l'école primaire de Dar es Salam, en République Unie de Tanzanie, a montré que 67 pour cent des élèves achetaient des aliments dans la rue chaque jour et que 17 pour cent en achetaient deux à trois fois par semaine. Les aliments de rue constituent souvent la seule nourriture consommée par les enfants durant les heures scolaires (Université de Sokoine et FAO, 2005: 16). La qualité nutritionnelle des aliments vendus dans la rue nécessite davantage d'attention. Comme certains participants de la conférence électronique l'ont expliqué, les élèves doivent recevoir des cours sur l'hygiène et la nutrition vu qu'ils constituent un pourcentage notable de consommateurs des aliments vendus dans la rue et du fait qu'ils peuvent aussi éventuellement devenir eux-mêmes des vendeurs de rue. La FAO a travaillé



sur l'éducation à la nutrition et a attiré l'attention sur les problèmes d'hygiène et nutritionnels des aliments vendus dans la rue depuis les années 90. Ces projets ont conduit à la réalisation de plusieurs conférences et publications, y compris des guides sur la nutrition pour la famille et les enfants scolarisés (par ex. FAO, 2004b).

Salubrité et sécurité des lieux de travail pour les vendeurs

Les risques les plus évidents pour la santé des vendeurs et la salubrité des conditions de travail sont les accidents de la route, la respiration des rejets toxiques des automobiles, la fatigue due aux longues heures travaillées et d'exposition potentielle aux crimes. Les vendeurs sont souvent peu informés des risques qu'ils encourent et lorsqu'ils en sont conscients, il ne savent pas comment les parer. Les travailleurs du secteur informel travaillent souvent dans les espaces ouverts ou sur des sites à circulation intense. Ces problèmes sont combinés avec le défaut d'accès aux installations sanitaires, à l'eau potable, à l'électricité et à la collecte des déchets. Comme

pour les problèmes sanitaires qui se posent aux consommateurs, ces questions pourraient être résolues si les autorités municipales apportaient une aide au lieu de poursuivre les travailleurs du SAI. Une approche intégrée en faveur d'une amélioration de la qualité et de la salubrité des aliments vendus dans la rue doit être développée afin de former, superviser, suivre et orienter les vendeurs d'aliments et améliorer leurs pratiques de manipulations des aliments (Dardano, 2003). Heureusement, de nombreuses études de cas présentent de véritables réussites apportant un éclairage nouveau sur ces initiatives.

D'où proviennent les aliments du secteur alimentaire informel?

La recherche sur le SAI dans les zones rurales est pour l'instant peu développée. Plusieurs participants à la conférence électronique ont signalé son importance pour les petits fermiers et les producteurs forestiers, en particulier pour ceux qui produisent des denrées locales pour les marchés locaux. Les pêcheurs participent aussi au secteur informel. Les producteurs locaux peuvent offrir des aliments plus durables que les produits alimentaires industriels internationaux qui doivent souvent parcourir de longues distances en bateau. Les aliments produits au niveau local fournissent aussi une diversité en termes d'alimentation et peuvent être plus riches au niveau nutritionnel que les aliments manufacturés à valeur ajoutée importés de pays plus développés à grands frais.



De nombreux participants ont aussi souligné l'importance d'utiliser le SAI pour promouvoir la vente et la consommation de produits locaux souvent plus riches que les produits alimentaires manufacturés importés. En plus d'accroître la diversité des aliments et leur qualité nutritive pour les consommateurs urbains, cette promotion doit aussi permettre d'augmenter les revenus des producteurs locaux. Ajoutons que cela fait aussi ralentir les migrations vers les zones urbaines. Des coûts de transport réduits, en particulier si on les compare aux aliments manufacturés internationaux importés, contribueraient aussi au développement durable.

Groupes ethniques du secteur alimentaire informel

Peu de recherches ont pour l'instant été entreprises sur les dimensions ethniques du SAI (par ex. Nirathron, 2005; Lloyd-Evans et Potter, 2002). Néanmoins, le comportement des acheteurs et consommateurs sur les marchés sont influencés par leurs mentalités ou d'autres logiques de type social des différents groupes ethniques (Devautour, 1997).

Ceci est spécialement important dans le SAI, la consommation alimentaire variant grandement entre les groupes ethniques et culturels.

D'autres études sur les relations sociales doivent être réalisées pour résoudre les problèmes d'équité entre les groupes ethniques. Dans certains pays, les membres des minorités subordonnées ont du mal à avoir accès aux marchés. A Taïwan, par exemple, les membres des groupes autochtones australo-asiatiques rapportent que certains marchés facturent parfois plus cher la location d'un stand comparée au prix payé par des personnes d'origine taiwanaise ou chinoise (Simon, 2004: 101). Les membres de groupes ethniques doivent s'entraider en dehors du marché pour créer des réseaux qui peuvent exclure d'autres groupes du marché. Si l'on observe les réseaux ethniques de la République Unie de Tanzanie (Lugalla, 1997: 425), on peut suggérer que les politiques doivent réexaminer les relations sociales et que pour promouvoir ce secteur, on ne peut pas simplement renforcer les processus existants d'inégalité, d'exploitation et d'exclusion. C'est une question importante pour la recherche future.





« Bien que l'économie informelle constitue un réseau non substituable d'échanges sociaux et économiques, il faut souligner que le secteur doit être reconnu comme une composante d'un marché « de facto » qui fonctionne correctement. Cela permettrait aux autorités gouvernementales de s'impliquer aussi dans un processus participatif afin de dépasser de facto les situations problématiques en essayant d'adopter un scénario dans lequel ces activités seront reconnues par la loi. »

E. Cassarino, cité dans Macchi, 2006: 12.